

"Paris et Bonn souhaitent relancer les activités de l'UEO" dans Le Monde (27 octobre 1984)

Légende: Le 27 octobre 1984, à l'occasion de la réunion extraordinaire des ministres des Affaires étrangères et de la Défense des États membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) à Rome, le quotidien français Le Monde souligne la volonté des pays de l'Europe de l'Ouest de réfléchir ensemble à leur sécurité et de relancer à ce titre les activités de l'UEO.

Source: Le Monde. 27.10.1984. Paris. "Paris et Bonn souhaitent relancer les activités de l'UEO", auteur:Brigouleix, Bernard.

Copyright: (c) Le Monde

URL:

http://www.cvce.eu/obj/paris_et_bonn_souhaitent_relancer_les_activites_de_l_ueo_dans_le_monde_27_octobre_1984-fr-f2e57f30-e041-4aca-afb4-8fe4b040d9e8.html

Date de dernière mise à jour: 22/06/2015

A L'OCCASION DU TRENTIÈME ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE PARIS

Paris et Bonn souhaitent relancer les activités de l'UEO

Rome. — Ce vendredi 26 octobre, s'ouvre pour deux jours dans la capitale italienne une réunion exceptionnelle des ministres des affaires étrangères et de la défense des Sept pays de l'Union de l'Europe occidentale (Allemagne fédérale, Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie, Luxembourg, Pays-Bas). La rencontre sera suivie, lundi, d'une session également exceptionnelle de l'Assemblée parlementaire de l'UEO à la Chambre des députés italienne.

Le prétexte de ces retrouvailles des sept est la célébration du trentième anniversaire des accords de Paris qui, le 23 octobre 1954, avaient élargi ceux de Bruxelles et jeté les bases de l'organisation de l'Union. Mais la magie des chiffres ronds n'est pas seule en cause : il existe également chez un certain nombre d'Etats membres de l'UEO la volonté de relancer les activités de cette organisation, seule instance européenne à avoir compétence en matière de défense. Et tout particulièrement dans les pays qui — le hasard faisant décemment bien les choses — en occupent actuellement les deux postes-clés : la France et la RFA. La première exerce en effet, en la personne de M. Jean-Marie Caro, dé-

De notre envoyé spécial

puté UDF du Bas-Rhin et « européen » de longue date, la présidence de l'Assemblée parlementaire de l'UEO. La seconde détiend, depuis le 1^{er} juillet, avec M. Genscher, la présidence tournante du Conseil de l'Union. C'est dire que, pour qui souhaitait donner à l'Union de l'Europe occidentale une nouvelle dynamique, la commémoration de sa fondation ne pouvait mieux tomber.

Sans doute ne peut-il s'agir en l'occurrence que d'un échange d'informations et de réflexions sur la sécurité du continent, et non d'une tentative de résurrection du projet mort-né de Communauté européenne de défense (CED), dont l'échec avait d'ailleurs été à l'origine, il y a trente ans, des accords de Paris (*le Monde* du 24 octobre). Si chacun s'accorde à reconnaître, au sein de l'UEO, que la fusion des politiques de défense des Sept, indépendamment du problème posé par les forces nucléaires françaises et britanniques, n'est pas pour demain, jamais la volonté des pays de l'Europe de l'Ouest de réfléchir ensemble à leur sécurité, face au surarmement

soviétique, n'a été aussi grande. Plusieurs Etats, il est vrai, y sont incités paradoxalement par l'ampleur des manifestations hostiles à l'implantation des euromissiles de l'alliance atlantique : leurs dirigeants estiment que le mouvement pacifiste aurait trouvé moins d'écho si les fusées en question n'avaient pas été américaines mais européennes.

A Rome, les travaux devraient donc porter à la fois sur une conception plus spécifiquement européenne de la défense des Sept et sur un certain nombre de propositions précises en matière de coopération militaire. Sur le premier point, on souligne à l'envi, tant au Quai d'Orsay que dans l'entourage de M. Hernu, que l'UEO est la seule organisation qui ne rassemble que des alliés du Vieux Continent, et qu'elle a toujours veillé à ne pas dissocier la réflexion diplomatique de la prospective stratégique. Quant aux propositions précises, on les attend avec d'autant plus d'intérêt du côté français et allemand qu'on pourrait y trouver quelques nouveaux marchés pour certaines productions nationales ou communes aux deux pays ; les grands sentiments n'excluent pas les bonnes affaires...

Enfin, avant même que fût connue la demande d'adhésion du Portugal à l'UEO, la question d'un possible élargissement de l'organisation à l'Espagne était considérée comme un des points à examiner, fût-ce de façon très officieuse, au cours de la rencontre de Rome. Quel que soient les hésitations de Madrid concernant son appartenance à l'OTAN et le résultat de la consultation populaire qui sera organisée à ce sujet, cette éventualité n'est pas exclue tant du côté espagnol que dans les milieux de l'UEO.

BERNARD BRIGOLEIX.